

## **Consultation citoyenne sur l'Europe Mouvement Européen Ardennes – le 24 septembre 2018**

La première édition nouvelle formule du Café Europe du Mouvement Européen Ardennes a attiré une grosse vingtaine de personnes au Garden Ice Café de Charleville le 24 septembre 2018. Ce rendez-vous bimestriel se pérennise, accueille de nouveaux participants, et nous nous en réjouissons.

Ce Café Europe du 24 septembre a été labellisé *Consultation citoyenne sur l'Europe*, à la demande du secrétariat national de ces consultations.

Afin de rendre ces réunions plus interactives, nous avons changé de formule. Au lieu de commencer par l'intervention d'un référent, comme durant la saison dernière, nous avons procédé à un tour de table afin de connaître les sujets que les participants voulaient aborder. Nous avons de notre côté préparé la documentation relative à des faits que nous considérons d'actualité. Puis nous avons regroupé certains thèmes pour pouvoir répondre au plus grand nombre de questions.

### Hongrie, Pologne, etc.: comment va évoluer l'Union européenne?

Sur ce sujet, nous saluons la participation d'un couple d'universitaires hongrois qui ont récemment quitté leur pays avec leurs enfants, car ils considéraient ne plus pouvoir y exercer correctement leur métier. Ils nous ont expliqué leur parcours et comment leurs travaux, touchant à la géographie des frontières notamment, ainsi que leur francophonie leur ont valu d'être mal vus en Hongrie.

Nous rappelons que :

- La Hongrie a reçu en 2016 de l'Union européenne 4,5 milliards d'euros (soit 4,2 % de son Revenu National Brut - RNB) et a contribué au budget européen pour 0,9 milliards d'euros (soit 0,85 % de son RNB). Les manquements dénoncés par le Parlement européen ne sont pas liés à la politique d'immigration mais au non-respect des valeurs de l'Union. Depuis 2010, la liberté de la presse et les activités des associations et des ONG sont de plus en plus réduites. Les règles électorales ont été revues pour permettre au parti au pouvoir d'avoir 2/3 des députés avec 24 % des voix. Etc.
- La Pologne a reçu en 2016 de l'Union européenne 10,6 milliards d'euros (soit 2,6 % de son RNB) et a contribué au budget européen à hauteur de 3,5 milliards d'euros (soit 0,87 % de son RNB). Pour ce pays, c'est la Commission européenne qui est intervenue concernant la remise en cause de l'indépendance de la justice.
- En Italie, les thématiques de l'extrême-droite ressemblent à celles du gouvernement hongrois.
- En Allemagne, l'accent mis par la presse française sur les événements dramatiques de Chemnitz ne doit pas cacher les efforts d'intégration qui semblent porter aujourd'hui leurs fruits : la chaîne de télévision publique ZDF annonçait en août que 307 000 des réfugiés arrivés en Allemagne depuis 2015 avaient aujourd'hui un travail.

### Questions migratoires

Nous faisons le point sur les migrations actuelles et évoquons les décisions prises lors de la réunion du Conseil européen de Salzbourg sous présidence autrichienne à la mi-septembre. Même si les divergences demeurent entre les Etats européens, les perspectives ne sont pas bloquées. Les objectifs sont les suivants :

- clarifier les migrations légales ;

- consolider les frontières extérieures de l'Union et renforcer la lutte contre les réseaux de trafiquants qui organisent les immigrations illégales ;
- adopter un même comportement d'accueil vis-à-vis des réfugiés (vers un droit d'asile européen) ;
- favoriser le soutien au développement des pays de départ et de ceux de transit. Une partie importante du prochain budget européen y sera consacrée.

Suite à des questions relatives à l'utilisation des fonds destinés à l'aide au développement, nous revenons également sur les nombreuses évolutions positives en Afrique, et notamment la structuration de certains pays ainsi que de l'Union Africaine.

## Défense civile européenne

Jusqu'ici, lors de catastrophes naturelles, chaque État contribue à sa propre défense civile et à l'entraide entre voisins par des échanges de matériel et de personnel.

Avec le système RescUE, géré par la Commission, l'UE disposera, en plus, de divers matériels (aériens, etc.) et le mettra à la disposition des États membres.

(NB : dans ce domaine comme dans d'autres, les institutions font un gros effort de communication [https://ec.europa.eu/commission/news/resceu-new-european-system-tackle-natural-disasters-2017-nov-23-0\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/news/resceu-new-european-system-tackle-natural-disasters-2017-nov-23-0_fr), mais elles manquent de relais dans les médias des pays membres.

Nous abordons également Galileo, le système civil de positionnement européen par opposition aux systèmes américain, russe et chinois. En promouvant un tel système autonome, l'Union européenne s'assure une autonomie indispensable. Le président Trump des USA vient par exemple de déclarer la "guerre spatiale". Que se passerait-il s'il fermait l'accès au GPS aux Européens ?

(NB : nous profitons de cette occasion pour promouvoir la lecture régulière de *La Lettre de la Fondation Robert Schumann* <https://www.robert-schuman.eu/fr/> )

## Questions environnementales

Ces questions sont transversales et touchent de nombreux domaines : l'air, l'eau, l'agriculture, l'alimentation, le réchauffement climatique, etc. Nous avons abordé certains de ces points.

### **Pesticides et en particulier le glyphosate**

L'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), une des agences européennes les plus sensibles au lobbying, devait renouveler son autorisation pour le glyphosate en 2017. Elle l'a fait pour 15 ans. La Commission européenne était réticente, mais elle a signé cette prolongation. Cette décision est allée en appel. Les pays (dont la France) qui voulaient une prolongation de seulement 3 ans ont perdu cet appel à une voix près. Et l'autorisation du glyphosate a été néanmoins ramenée à 5 ans au lieu des 15 ans initialement prévus.

(NB : le gouvernement français a depuis maintenu sa position et œuvre à faire en sorte que l'usage des préparations à base de glyphosate soit limité d'ici 3 ans sur le territoire français). Parallèlement, une initiative citoyenne a vu le jour pour l'interdiction du glyphosate.

(NB : nous rappelons le principe de l'initiative citoyenne : 7 personnes de 7 pays différents recueillant la signature d'un million de citoyens européens peuvent obliger la Commission européenne à répondre à une question).

La réponse de la Commission européenne va dans le sens de la transparence, avec notamment une réforme de l'EFSA et la possibilité de financer des études indépendantes d'évaluation des pesticides ou autres substances.

Cet exemple montre que les choses évoluent certes lentement, mais réellement. Il n'y a pas d'autre solution, il faut faire masse, aucun gouvernement ne pouvant résoudre seul ces problèmes environnementaux de façon efficace.

### **Plastiques**

La directive actuellement en négociation est positive ; elle prévoit notamment l'interdiction de nombreux objets en matières plastiques, des restrictions d'usage, notamment pour les collectivités, et l'obligation de choisir des plastiques biodégradables (sous peine de taxes).

### **PAC**

Après la seconde guerre mondiale, il fallait nourrir les populations. On a donc mis en place une agriculture tournée vers la productivité, d'où l'utilisation massive d'engrais et de pesticides. L'Union européenne a aussi subventionné la congélation des stocks de surplus, parfois envoyés en Afrique où ils ont contribué à la destruction de l'économie locale.

Cette époque est révolue. Aujourd'hui l'incitation à l'hyperproduction est moindre (voir les orientations du prochain budget 2020-2026). La politique agricole se tourne vers une alimentation saine, le respect de l'environnement, l'entretien des terres, le respect des paysages.

La France appuie notamment la préservation des différents types d'agriculture, notamment bio (2020-2022 : 50 % de produits bio ou de proximité dans les cantines).

Le prochain budget européen mettra l'accent sur les ressources naturelles et l'environnement.

Par ailleurs, tous les pays européens ainsi que l'Union européenne ont signé et ratifié les accords de Paris.

### **Institutions européennes**

A la demande de participants, nous présentons le triangle institutionnel et le rôle de chaque institution puis, plus tard dans la soirée, nous revenons sur le principe de subsidiarité et sur les différents modes de vote au sein des institutions (majorité qualifiée le plus souvent, et unanimité dans certains cas). Des documents explicatifs sont distribués.

### **Brexit**

La date limite approche. Au sommet du Conseil européen de Salzbourg, l'unanimité des 27 pays s'est faite contre les propositions de Theresa May.

La question de la frontière de la République d'Irlande avec l'Irlande du Nord cristallise les débats. Tout le monde se rend compte que tous ont beaucoup à perdre. Le thème du Frexit semble ne plus intéresser personne en France, même le Rassemblement National.

## Et pour finir

Des participants ont souligné le manque d'intuition passé de l'Union européenne qui n'a pas vu venir le chômage de masse, les pays émergents, etc.

Il leur a été répondu que « *L'Europe, c'est nous !* »

Des choses n'ont pas fonctionné par le passé ou ne fonctionnent pas encore suffisamment bien au sein de l'Union européenne. Il nous revient, à nous les citoyens, à nos associations, à nos groupes de pression et à nos élus de la faire fonctionner correctement.

À nous de faire fonctionner cette Europe correctement, les outils institutionnels nous le permettent.